

Zeitschrift: Générations plus : bien vivre son âge
Herausgeber: Générations
Band: - (2009)
Heft: 5

Rubrik: Vos droits

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

RÉPUDIATION D'HÉRITAGE

En faveur des descendants

Je suis veuve. Mes deux fils ont l'intention de répudier ma succession en faveur de leurs propres enfants. Est-ce possible? Je précise que l'un d'entre eux a fait une faillite personnelle il y a quelques années.

Florence (NE)



Sylviane Wehrli
Juriste,
ancienne
juge de paix

Si vous ne faites pas de testament, votre succession sera partagée par moitié entre vos deux fils. Vos fils sont des héritiers réservataires et ils ont la protection de la loi pour obtenir, en cas de testament contraire, au minimum leur réserve qui est de trois quarts de la part légale.

Le Code civil permet aux héritiers de répudier une succession (art 566 et suivants CC). La répudiation se fait par une déclaration à l'autorité compétente, cela dans un délai de trois mois. Elle est faite sans condition, ce qui implique qu'on ne peut pas répudier en faveur d'une personne précise. La loi prévoit que lorsqu'un héritier répudie, sa part est dévolue à ses propres héritiers.

Pacte successoral

Il existe une autre solution: le pacte successoral, établi devant notaire, permet à un héritier réservataire de renoncer formellement à sa part d'héritage. Ce pacte est souvent utilisé pour que le conjoint survivant dispose de l'entier de l'héritage au décès de son conjoint, les enfants acceptant de ne recevoir leur héritage qu'après le décès du second parent.

Dans votre situation, il faut encore tenir compte d'un élément important: un des héritiers a des actes de défaut de biens, suite à une faillite personnelle. Et la loi protège, dans une certaine mesure, les créanciers. L'article 578 CC prévoit que «lorsqu'un héritier

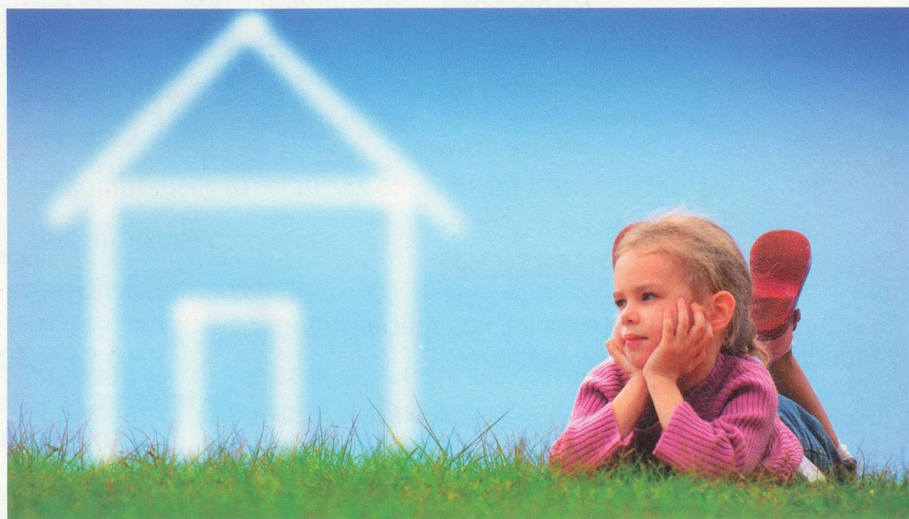
obéré répudie dans le but de porter préjudice à ses créanciers, ceux-ci ont le droit d'attaquer la répudiation dans les six mois, à moins que des sûretés ne leur soient fournies».

Pouvoirs des créanciers

Ainsi les créanciers pourraient s'opposer à la répudiation du fils qui a fait faillite et réclamer que sa part, à laquelle il a renoncé par la répudiation, lui soit tout de même attribuée pour qu'il puisse notamment payer ses dettes. De plus, si la nullité de la répudiation a été prononcée, il y a lieu à liquidation officielle, ce qui implique que les héritiers ne sont plus libres d'organiser le partage, mais que cette opération sera réalisée par un liquidateur placé sous l'autorité judiciaire. Les créanciers ont également la possibilité de demander un séquestre de la part d'héritage de l'héritier contre lequel ils disposent d'actes de défaut de biens.

Néanmoins, la loi prévoit également que la part d'héritage d'un descendant endetté peut être modifiée, ce qui prive partiellement les créanciers de la protection citée plus haut. Il est possible de faire un testament ou un pacte successoral en déshéritant le descendant contre lequel il existe des actes de défaut de biens pour la moitié de sa réserve, à condition que cette moitié soit distribuée à ses enfants nés ou à naître (art. 480 CC).

Le légataire peut
répudier une
succession, celle-
ci revient alors à
ses enfants.



Prod. Numérik